

**PRÉFET DE L'AVEYRON**

PREFECTURE  
DREAL OCCITANIE  
UID TARN AVEYRON

Arrêté complémentaire n° 2020-01-14-005 ... du 14 JAN. 2020

**modifiant les conditions d'exploitation de la carrière « Le Cavet », située sur la commune de  
LA CAVALERIE  
SAS SÉVIGNÉ INDUSTRIES**

---

**LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON**  
*Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- VU l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- VU l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- VU l'arrêté interministériel modifié du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement,
- VU l'arrêté préfectoral n° 920569 du 25 mars 1992 autorisant l'entreprise Jacques SÉVIGNÉ à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire au lieu-dit "Le Cavet" sur les parcelles cadastrées section D n° 22, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 35, 36, 37, 38, et section C n° 132, 133 et 134 du territoire de la commune de La Cavalerie ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 920580 du 27 mars 1992 autorisant l'entreprise Jacques SÉVIGNÉ à exploiter une installation de concassage-criblage au lieu-dit "Le Cavet" sur les parcelles cadastrées section D n° 22, 31, 32, 35 et 37 du territoire de la commune de La Cavalerie ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 99-0089 du 12 janvier 1999 fixant le montant des garanties financières à constituer pour l'exploitation de la carrière de calcaire au lieu-dit "Le Cavet" sur le territoire de la commune de La Cavalerie ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2004-341-15 du 6 décembre 2004 autorisant la Société SÉVIGNÉ INDUSTRIES à se substituer à l'entreprise Jacques SÉVIGNÉ ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2015-26-05 du 22 juin 2015 portant sur la modification des conditions d'exploitation de la carrière « Le Cavet » sur la commune de la Cavalerie ;
- VU la demande de modification des conditions d'exploitation, adressée au préfet le 5 mars 2019 par la Société SÉVIGNÉ INDUSTRIES pour la carrière sus-visée, et complétée le 8 octobre 2019 et le 4 novembre 2019 ;
- VU le rapport de l'inspection des Installations Classées en date du 14 novembre 2019 ;
- VU le courrier adressé le 3 décembre 2019 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;
- VU l'absence d'observation formulée par le demandeur dans les délais impartis ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaire les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

**CONSIDÉRANT** que la durée de l'autorisation reste inchangée tout comme les limites du périmètre autorisé ;

**CONSIDÉRANT** que la surface exploitée supplémentaire porte sur des terrains défrichés ;

**CONSIDÉRANT** que cette exploitation se poursuivra dans le respect des dispositions de l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié susvisé et de l'arrêté préfectoral du 25 mars 1992 susvisé qui autorisait une production annuelle maximale de 1 000 000 tonnes ;

**CONSIDÉRANT** que cette modification du tonnage d'exploitation ne porte que sur les années 2019 à 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que la modification des conditions d'exploitation n'entraîne pas une nouvelle détermination du montant des garanties financières applicables ;

**SUR** proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

## **A R R Ê T E**

### **Article 1 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

| Références des arrêtés préfectoraux antérieurs | Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions)<br><br>Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées | Références des articles correspondants du présent arrêté | Nature des prescriptions ajoutées ou modifiées                   |
|--|---|--|--|
| N°2015-26-05 du 22 juin 2015                   | Modification de l'article 3   | Article 2  | Rubrique de la nomenclature 2510-1 ;<br>Tonnage maximal autorisé |
|  | Modification de l'article 4   | Article 3  | Extraction   |
| N° 920569 du 25 mars 1992                      | Ajout à l'article 3   | Article 4  | Piquetage de la zone d'extraction                                |

### **Article 2: Production maximale annuelle autorisée**

La capacité maximale annuelle de production est fixée à 80 000 tonnes.

### **Article 3: Extraction**

Le phasage d'exploitation pour la période 2019 à 2022 est complété par l'annexe du présent arrêté.

**Article 4: Piquetage**

Les fronts de la superficie exploitée supplémentaire sont piquetés conformément au plan figurant en annexe du présent arrêté.

**Article 5 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**Article 6 : Mesures de publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la Cavalerie en vue de l'information des tiers.

Un extrait de cet arrêté est affiché par les soins du maire de la Cavalerie dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture de l'Aveyron pour une durée identique.

Il est affiché en permanence de façon visible dans la carrière par les soins de l'exploitant.

**Article 7 : Ampliation et exécution**

La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aveyron, le Maire de la Cavalerie et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargé de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à la Société SÉVIGNÉ INDUSTRIES.

Fait à Rodez, le **14 JAN. 2020**

Pour la préfète et par délégation  
La secrétaire générale



Michèle LUGRAND

## ANNEXE

ANNEXE – Complément au plan de phasage d'exploitation pour la période 2019-2022





